

## **Séance ordinaire du mardi 4 avril 2023**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-trois et le quatre avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### **Finances**

#### **Présents :**

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUQUET ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

#### **Absents / Excusés :**

Christian ASSAF, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Clara GIMENEZ, Flora LABOURIER, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD

## **Taux d'imposition des taxes directes de la Ville de Montpellier - 2023 - Adoption**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Les recettes fiscales d'une collectivité résultent du produit entre les bases d'imposition (déterminées par les services fiscaux) et les taux (votés par l'assemblée délibérante).

L'année 2021 a marqué la première année d'application de la réforme de la fiscalité locale engagée par l'article 16 de la loi de finances pour 2020, actant la suppression de la taxe d'habitation pour les résidences principales.

Ainsi, la taxe d'habitation au titre des résidences principales n'est plus perçue par la Ville de Montpellier : seule la taxe d'habitation des résidences secondaires subsiste. Son taux d'imposition était néanmoins figé jusqu'en 2022 inclus, et ne pouvait donc être modifié.

Le produit perdu est compensé par le transfert du taux départemental de la taxe foncière. Un mécanisme dénommé coefficient correcteur permet de garantir une stricte neutralité de la réforme pour toutes les communes.

Le taux communal depuis 2021 correspond à la somme du taux communal 2020 et du taux départemental 2020, il n'a provoqué aucune augmentation fiscale pour les contribuables. Pour mémoire, les taux communaux et départementaux étaient respectivement de 31,18% et 21,45%, soit un taux cumulé de 52,63%.

En 2023, les trois taux d'imposition de taxe d'habitation, de taxe foncière bâtie et de taxe foncière non bâtie peuvent être adoptés par le Conseil municipal.

De plus, les services fiscaux ont fourni les éléments prévisionnels 2023 suivants :

- Les bases prévisionnelles relatives à la majoration de 50% de la cotisation communale des logements meublés non affectés à l'habitation principale : les bases s'élèvent à 25 467 320 euros, pour un produit attendu, à taux constant, de 2 863 800 euros.
- Les allocations compensatrices, à hauteur de 6 291 901 euros, dont 4 420 599 euros pour la réduction de moitié des bases des locaux industriels entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2021.
- Le versement lié au coefficient correcteur qui garantit la neutralité de la suppression de l'imposition des résidences principales à la TH, à hauteur de 10 499 555 euros. Le coefficient calculé pour la commune de Montpellier s'élève à 1,046350, ce qui signifie que la part de TFB départementale transférée est inférieure au produit de TH perdu.

Il est proposé à l'assemblée de fixer une évolution des taux d'imposition de Montpellier de + 0 % pour 2023.

Produit d'imposition pour 2023 :

Le produit d'imposition prévisionnel pour 2023 s'établit comme suit :

Taxes	Bases d'imposition 2023	Taux d'imposition 2023	% d'évolution des taux en 2023	Produit d'imposition 2023
Taxe sur le Foncier Bâti	422 016 000	52,63 %	0 %	222 107 021
Taxe sur le Foncier Non Bâti	597 000	112,71 %	0 %	672 879
Taxe d'Habitation	31 511 858	22,49 %	0 %	7 087 017
Total				229 866 917
Majoration résidences secondaires				2 863 800
Allocations compensatrices				6 291 901
Versement Coefficient Correcteur				10 499 555
TOTAL				249 522 173

Ainsi, le produit d'imposition prévisionnel total pour 2023 s'élèvera à 249 522 173 euros.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De maintenir les taux d'imposition 2023 au niveau de 2022 :
  - o Taux de Taxe sur le Foncier Bâti : 52,63% ;
  - o Taux de Taxe sur le Foncier Non Bâti : 112,71% ;
  - o Taux de Taxe d'Habitation sur les résidences secondaires : 22,49% ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 14 avril 2023**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 14 avril 2023**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- TAUX D'IMPOSITION DES TAXES.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20230404-225218-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 14/04/23  
Réception en Préfecture : 14/04/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.